Erich Gompertz. Historique d'un exil

Catherine Massange

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cmc/700>

DOI : 10.4000/cmc.700

ISSN : 2684-3080

Éditeur

Fondation de la Mémoire Contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2008

Pagination : 139-155

ISSN : 1377-1256

Référence électronique

Catherine Massange, « Erich Gompertz. Historique d'un exil », *Les Cahiers de la Mémoire Contemporaine* [En ligne], 8 | 2008, mis en ligne le 01 février 2020, consulté le 16 novembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/cmc/700> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cmc.700>

Erich Gompertz Historique d'un exil

Catherine Massange

Entre 1933 et 1940, environ 40.000 Juifs ayant fui le nazisme du *Reich* allemand se réfugient en Belgique (temporairement ou définitivement)¹. Erich Gompertz est l'un d'eux. En 1945, il est l'un des initiateurs du COREF, le Comité israélite des Réfugiés Victimes des Lois raciales, destiné à aider les Juifs de l'ancien *Reich* (allemands et autrichiens principalement). L'itinéraire d'Erich Gompertz et de sa famille explique les raisons qui l'ont conduit à créer le COREF et éclaire les causes de l'existence de cette association.

Préhistoire d'un exil

Erich Israël Gompertz est né à Hanovre le 29 décembre 1877². Le 30 mai 1920, il épouse Else Gompertz, née le 15 avril 1884 à Mayence³. Leur fille, Inge, naît à Hanovre le 6 septembre 1922⁴.

¹ Sur les réfugiés juifs dans l'entre-deux-guerres, voir notamment : J.-Ph.Schreiber, « L'accueil des réfugiés juifs du *Reich* en Belgique. Mars 1933 – septembre 1939 : le Comité d'Aide et d'Assistance aux Victimes de l'Antisémitisme en Allemagne », dans *Les Cahiers de la Mémoire contemporaine*, n° 3, 2001, pp. 23-71 ; F. Caestecker, « Het beleid tegenover de joodse vluchtelingen uit nazi-Duitsland (1933-1940). Een gedoogbeleid tussen vluchtelingen- en immigratiebeleid », dans *Les Cahiers de la Mémoire contemporaine*, n° 3, 2001, pp. 13-21 ; F. Caestecker, *Ongewenste gasten ? Joodse vluchtelingen en migranten in de dertiger jaren*, Bruxelles, 1993 ; E. Debruyne, « De la politique de tolérance et de ses variations. La Belgique et l'exil des Juifs (janvier 1933 - septembre 1939) » et « Réfugiés et étrangers dans un pays sur pied de guerre (septembre 1939 - mai 1940) », dans R. Van Doorslaer (dir.), *La Belgique docile. Les autorités belges et la persécution des Juifs en Belgique durant la Seconde Guerre Mondiale*, Bruxelles, 2007, pp. 59-118 et 119-176. Le chiffre de 40.000 est donné en 1943 par l'Institute of Jewish Affairs à New York (cité par J.-Ph. Schreiber, *op. cit.*, p. 71). Vu les arrivées clandestines et les nombreux départs, les chiffres ne peuvent être que des estimations.

² Les données biographiques sur Erich Gompertz et sa famille sont principalement extraites de son dossier dans le fonds de la Police des Étrangers, du "registre des Juifs" et des archives du COREF conservées au Musée juif de Belgique à Bruxelles. Archives générales du Royaume (AGR), Police des Étrangers, dossier d'Erich Gompertz, 624.313. Musée juif de Belgique (MJB), Archives du COREF, questionnaire du COREF rempli par Erich Gompertz, 9 février 1945.

³ Le nom de jeune fille de l'épouse d'Erich Gompertz, Else, est également Gompertz : leurs deux grands-pères paternels habitaient dans la même ville, Clèves ; les deux époux étaient donc plus que probablement apparentés.

⁴ Office des Étrangers (OE), Police des Étrangers, dossier d'Inge Gompertz, 256.501.

Erich Gompertz est un industriel, patron d'une fabrique de boutons et d'articles de mode de fantaisie, la *Hannoversche Knopffabrik Gompertz & Meinrath Aktiengesellschaft*. Gompertz est propriétaire pour moitié de l'affaire. Cette fabrique, créée en 1876, occupe 400 à 600 ouvriers et employés⁵.

Gompertz, grand industriel, dans un dossier écrit fin 1939 afin d'être reconnu comme réfugié politique, décrit sa longue lutte contre Hitler. Il explique qu'il a été membre du parti social-démocrate allemand à partir de 1919. Non seulement, il soutient financièrement le parti, mais de plus il prend une part active au *Reichsbanner*, organisation de combat du parti social-démocrate. Dès 1933, il subit des vexations du parti hitlérien au pouvoir, qu'il attribue, dans le document qu'il écrit, à ses positions politiques : « Pour sévir contre moi, le Gouvernement ordonna alors la fermeture d'une cuisine que j'avais installée dans mon usine et dans laquelle étaient soignés gratuitement et journellement plusieurs centaines de personnes pauvres, malades et sans travail. » Son personnel le soutient. Après qu'il a refusé la distribution obligatoire du journal *Der Holzarbeiter* dans son usine, il est alors menacé plus directement par des représentants du parti nazi qui viennent armés dans son bureau. Les pressions se font de plus en plus fortes. Et Gompertz continue de se battre : « Lors des élections du *Reichstag*, j'avais pourvu entre autres notre localité et tout mon personnel de drapeaux et de banderoles "rouge-noir-or", emblème républicain antinazi et [...] j'avais équipé de bicyclettes les sections politiques de Combat des partis antinazis pour les élections du Reichstag. » Il milite aussi pour la paix dans une association, la *Deutsche Friedensgesellschaft*.

De plus Gompertz, membre de la loge maçonnique *Sachsenross*, depuis 1910 selon ses dires, y présente une motion appelant à lutter contre Hitler. Il demande « aux frères de s'occuper chacun énergiquement du recrutement de partisans contre les partis de Hitler et Hugenberg » et ajoute « qu'il ne suffit pas de remettre son bulletin de vote le jour des élections ». Quand il prévoit son arrestation imminente, en octobre 1935, il quitte discrètement l'Allemagne pour la Belgique. « Je partis pour Bruxelles où j'avais déjà depuis le début du gouvernement hitlérien, loué un appartement, comme second domicile, en prévision du jour où je serais forcé de quitter l'Allemagne subitement, à cause de mon activité contre les nazis. »

⁵ AGR, Police des Étrangers, dossier d'Erich Gompertz, 624.313.

En janvier 1936, alors qu'il est en Belgique, il est avisé que la Gestapo est venue à son domicile et dans sa maison de campagne en Allemagne pour se saisir de documents. Dans cette longue note, où Gompertz détaille tout ce qui l'oppose au parti nazi, il ne fait pas mention du fait qu'il est juif, il choisit de mettre l'accent sur ses actes et prises de positions politiques⁶.

S'installer en Belgique

C'est donc en fait dès octobre 1933 qu'Erich Gompertz vient en Belgique pour louer un appartement dans la commune de Woluwe-Saint-Lambert, avenue de Broqueville. Il connaît la Belgique et y a déjà travaillé. Il y a des relations d'affaires. Dès 1933, il a donc compris le danger et veille à mettre sa famille à l'abri⁷. Else Gompertz, son épouse, ne travaille pas : elle dépend de son mari. Inge, leur fille, est encore à l'école. Erich Gompertz tente donc de sauver ses proches, à Bruxelles, et de protéger ses biens et son usine, en Allemagne. En 1933, Erich Gompertz a 55 ans.

Gompertz essaie de gérer au mieux son exil : contrairement au parcours de nombreux réfugiés d'après 1938, il ne s'agit pas pour Gompertz d'une fuite précipitée. Dès avril 1934, Erich et Else Gompertz demandent une carte d'identité qui leur permettrait de rester en Belgique. Sur le formulaire qu'ils remplissent, leur « durée approximative de séjour en Belgique » est « définitive »⁸. La commune de Woluwe-Saint-Lambert n'y voit aucun inconvénient. Mais la Police des Étrangers n'est pas de cet avis : les Gompertz reçoivent toutefois l'autorisation de prolonger leur séjour en Belgique par prorogations successives des certificats d'inscriptions au registre des étrangers, dont ils sont porteurs.

Gompertz n'effraye pas la Police des Étrangers : rien à remarquer sur son attitude politique et sur sa « conduite et moralité ». Lui et son épouse ont des papiers, passeports et visas, en règle : on ne peut en dire autant de nombreux réfugiés du *Reich*. Il loue un bel appartement, il vit aisément, il a des relations en Belgique. Mais la Police des Étrangers doit aussi veiller à ce que, comme les autres nouveaux venus, il ne représente aucune

⁶ AGR, Police des Étrangers, dossier d'Erich Gompertz, 624.313, « Curriculum vitae ».

⁷ AGR, Police des Étrangers, dossier d'Erich Gompertz, 624.313.

⁸ AGR, Police des Étrangers, dossier d'Erich Gompertz, 624.313, « Demande de la carte d'identité dans le Royaume », 27 avril 1934.

charge pour l'économie belge, ni ne concurrence en aucune façon les nationaux. Les enquêtes sont rassurantes. Gompertz a également une usine en Angleterre, qu'il a créée en 1933 : il en retire des revenus. Il sera aussi administrateur d'une firme suédoise, la s.a. Ruwasto.

Les Gompertz obtiendront la carte d'identité jaune, renouvelable tous les deux ans, et ils sont donc inscrits au registre de la population de la commune où ils résident : ce qui est déjà un rêve pour beaucoup de Juifs étrangers qui ne sont titulaires que d'une carte blanche, un simple permis de séjour qui ne met pas à l'abri d'une expulsion prochaine et que les innombrables Juifs entrés clandestinement en Belgique n'ont même pas.

La famille Gompertz ne semble donc déranger personne. Mais une main anonyme prend la peine de dactylographier une lettre, adressée non pas à la Sûreté publique et à la Police des Étrangers, mais bien au Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur : « Monsieur le Ministre, 34 avenue de Broqueville habite un certain Erich Gompertz, sujet allemand, chassé de son pays pour trafic de devises qui conspire contre Hitler avec tous les Autrichiens etc. etc. etc. [*sic*]. Il essaie d'exploiter la crédulité des Belges pour se créer, ainsi qu'à ses amis des situations en Belgique au détriment des braves Belges. Ouvrez l'œil, Monsieur le ministre. Nous devons quand même nous souvenir que ces boches étaient des officiers de la *Kommandantur* pendant la guerre et qu'ils en ont fait voir de toutes les couleurs. Avec l'argent trafiqué de leur pays ils viennent maintenant nous prendre nos situations. Informez-vous Monsieur le Ministre. »⁹ Le ministre s'informerait. La pratique de la dénonciation n'est pas réservée aux périodes de guerre et d'occupation. De telles lettres anonymes sont fréquentes. Envoyées aux Affaires étrangères par exemple, elles sont transmises et traitées pour examen par la Police des Étrangers. Une enquête est faite, ce qui ne veut pas dire que la procédure aboutira à des conséquences nuisibles pour la personne concernée. Certaines lettres anonymes présentent des arguments antisémites, d'autres anti-allemands, d'autres anticomunistes, d'autres n'évoquent que des concurrences vues comme déloyales, mais il est difficile de distinguer les motivations réelles du dénonciateur et les arguments qu'il juge efficace de faire valoir.

⁹ AGR, Police des Étrangers, dossier d'Erich Gompertz, 624.313, lettre non signée, non datée.

En Allemagne, les persécutions dont Gompertz fait l'objet se poursuivent : une procédure a été effectivement lancée contre lui par la *Devisens-telle* (Office des Devises) pour infraction contre la loi sur les devises. Installé en Belgique, Gompertz est bien sûr absent au procès et ne peut se défendre : il est condamné. La loi allemande du 14 juillet 1933 prévoit que la nationalité allemande pourra être retirée aux citoyens allemands séjournant à l'étranger qui, par leur conduite, ont porté préjudice aux intérêts allemands ; lors de la procédure de retrait de la nationalité, leurs biens peuvent être saisis et déclarés confisqués au profit du *Reich*. Erich Gompertz est déchu de la nationalité allemande par publication au *Reichsanzeiger*, le journal officiel allemand, le 21 septembre 1939. Ses biens en Allemagne sont saisis. Erich Gompertz est devenu apatride, ainsi que son épouse et sa fille. Il souhaite alors être reconnu comme réfugié politique en Belgique. Il souligne qu'il n'en a pas fait la demande plus tôt, car il craignait une saisie immédiate de ses biens à Hanovre dès que l'information serait parvenue en Allemagne par l'entremise de l'ambassade¹⁰.

In extremis, Charlotte Gompertz rejoint sa sœur et son beau-frère qui habitent alors à Woluwe-Saint-Pierre¹¹. Charlotte Gompertz fait une première démarche dans le but de « vivre en Belgique » en décembre 1938, après la Nuit de Cristal donc¹² : c'est tard ! On voit là que la peur s'empare de la famille. Célibataire, née le 19 septembre 1882 (elle a donc alors 56 ans), Charlotte Gompertz est seule à Hanovre. Erich Gompertz signe immédiatement une déclaration où il s'engage « à supporter toutes les charges d'entretien en Belgique » de sa belle-sœur et même « si besoin est, de couvrir les frais de son rapatriement »¹³. Mais les autorités belges sont méfiantes devant les déclarations de Charlotte Gompertz qui écrit qu'elle a un visa pour Haïti, qu'il est aussi possible qu'elle rejoigne sa sœur en Argentine... Pour l'administration, cela n'est pas clair, donc suspect. Sa demande de visa est rejetée. Une note écrite à la suite de l'intervention d'une de leurs relations belges, Alfred Katz, explique : il s'agit de lui permettre de rester en Belgique le temps d'émigrer soit vers les États-Unis, où elle a un frère, soit en Argentine où résident deux de ses frères et une de

¹⁰ AGR, Police des Étrangers, dossier d'Erich Gompertz, 624.313, « Curriculum vitae ».

¹¹ OE, Police des Étrangers, dossier de Charlotte Gompertz, 328.598.

¹² OE, Police des Étrangers, dossier de Charlotte Gompertz, 328.598, lettre de Charlotte Gompertz à l'administrateur de la Sûreté publique, 13 décembre 1938.

¹³ *Ibid.*, déclaration d'Erich Gompertz, 14 novembre 1938.

ses sœurs. Mais nous sommes fin 38-début 39 : elle a « un très haut n° pour l'Amérique et devra certainement attendre de longs mois avant de pouvoir partir » ; il en va de même pour l'Argentine. Elle ne peut pas être pourtant une charge pour la Belgique : son beau-frère est là et le frère d'Amérique enverra de l'argent. Un argument en sa faveur est que : « C'est une vieille fille, qui n'est pas capable d'être une concurrence pour un Belge. »¹⁴ Et Isabelle Blume, députée socialiste qui était intervenue à la Chambre en novembre 1938 en faveur des réfugiés du *Reich* (elle dira, qu'après cette intervention, « en trois ou quatre jours, toute l'Allemagne avait mon numéro de téléphone »¹⁵), intercède pour Charlotte Gompertz. La Sûreté publique est implacable : « Maintien du rejet, il s'agirait d'un séjour de longue durée (établissement à craindre) »¹⁶.

Charlotte Gompertz arrivera malgré tout à Bruxelles : elle passe la frontière frauduleusement. Il fallait à tout prix qu'elle quitte l'Allemagne et cette solution est la seule qui, logiquement, se présente à elle. Celui qui la fait passer, un Allemand marié à une Belge, se fera prendre : « L'intéressé a emmené clandestinement en Belgique venant d'Allemagne, la nommée Gompertz Charlotte de nationalité allemande israélite » (le mot *israélite* est souligné) ; il avait « appliqué, dans son passeport, la photographie de Gompertz, la faisant ainsi passer comme étant son épouse »¹⁷. Il est plus que probable que cette aide n'était pas désintéressée. Charlotte Gompertz devra payer une amende pour « falsification de passeport et usage ». Mais elle restera en Belgique et, elle ne le sait pas encore, sera ainsi sauvée. Charlotte Gompertz se déclare immédiatement réfugiée politique. Elle obtiendra une carte blanche et donc l'autorisation de rester temporairement dans le pays.

Il est fort probable que les Gompertz partirent en exode et essayèrent de gagner l'Angleterre, puisqu'Erich Gompertz fera état de quelques jours d'internement à La Panne (De Panne, province de Flandre occidentale).

¹⁴ *Ibid.*, note écrite à la suite d'une entrevue d'Alfred Katz, s.d.

¹⁵ J. Gotovitch, *Isabelle Blume*, Bruxelles, 1976, p. 98 (sur le combat d'Isabelle Blume en faveur des réfugiés et des Juifs : voir pp. 95-110).

¹⁶ OE, Police des Étrangers, dossier de Charlotte Gompertz, 328.598, apostille sur la lettre qu'Isabelle Blume avait adressée à la Sûreté publique le 16 mars 1939.

¹⁷ *Ibid.*, rapport du parquet du procureur du roi transmis à l'administrateur de la Sûreté publique, 25 septembre 1939.

D'autre part, il avait fait des séjours en Angleterre en 1936 et y avait, on l'a dit, des affaires¹⁸.

Aux débuts de l'Occupation, il y aurait entre 25.000 et 30.000 réfugiés juifs du *Reich* présents en Belgique¹⁹. Erich Gompertz a alors 62 ans. Jusque là, dans aucun document envoyé aux autorités belges, il n'a mentionné qu'il est juif. Le 29 novembre 1940, Erich Israel Gompertz s'inscrit au "registre des Juifs" de la commune de Woluwe-Saint-Pierre. Il inscrit également son épouse, sa fille et sa belle-sœur Charlotte. Sur la fiche intitulée « Registre des Juifs », il écrit ostensiblement dans la rubrique « religion » : « libre penseur ». Il écrit la même chose pour sa femme et sa fille et mentionne « israélite » pour la religion de ses parents et beaux-parents²⁰.

Erich Gompertz et les siens se cachèrent pendant toute l'Occupation. La famille aura plusieurs cachettes à Ixelles, à Woluwe-Saint-Pierre, à Bruxelles, à Schaerbeek²¹. La Gestapo viendra à son domicile sans le trouver en septembre 1942. Après la guerre, il ne s'attribuera aucune activité de Résistance. Il mentionnera que 17 personnes de sa famille ont été déportées d'Allemagne, de Belgique (une de Malines) et des Pays-Bas : parmi elles, un de ses neveux déporté avec sa femme et ses deux enfants²².

Lendemain de Libération

À la Libération, Erich Gompertz a 66 ans. Dans une lettre, il est vrai adressée aux autorités militaires britanniques à Bruxelles, Gompertz parlera de « l'inoubliable 4 septembre 1944 » : « Notre bonheur de ce jour fut indescriptible » et « notre reconnaissance envers nos libérateurs, l'Armée britannique de Libération, sans mesure »²³. Mais à la Libération, les Allemands présents sur le territoire belge sont des ennemis, encore à vaincre d'ailleurs, puisque la guerre n'est pas finie. Du point de vue national, il faut interner les Allemands présents sur le territoire et confisquer leurs

¹⁸ MJB, Archives du COREF, questionnaire du COREF rempli par Erich Gompertz, 9 février 1945.

¹⁹ E. Debruyne, *op. cit.*, p. 174.

²⁰ MJB, "Registre des Juifs" de la commune de Woluwe-Saint-Pierre.

²¹ MJB, Archives du COREF, questionnaire du COREF rempli par Erich Gompertz, 9 février 1945.

²² MJB, Archives du COREF, traduction d'une lettre d'Erich Gompertz à l'Officer Commanding, bureau for Civil Affairs, 5 novembre 1944. *Ibid.*, questionnaire du COREF rempli par Erich Gompertz, 9 février 1945.

²³ MJB, Archives du COREF, traduction d'une lettre d'Erich Gompertz à l'Officer Commanding, bureau for Civil Affairs, 5 novembre 1944.

biens : des décisions sont prises en ce sens en août et octobre 1944²⁴. Mais la Belgique considère également qu'il faut restituer à ceux qui étaient devenus apatrides en conséquence d'une loi allemande de 1941 leur nationalité d'avant-guerre. Résultat : les Juifs allemands aussi peuvent être emprisonnés et leurs biens mis sous séquestre. Et eux ne se sont bien sûr pas pressés de se diriger vers l'Allemagne et ne peuvent que rester en Belgique. En novembre 1944, Erich Gompertz fait état de 50 Juifs allemands emprisonnés²⁵. Et les Juifs allemands sont sans ressources. Erich Gompertz le remarque : « Personne ne nous donne du travail actuellement, puisque nous sommes des Allemands »²⁶.

Erich Gompertz constate que les débuts de la reconstruction juive de Bruxelles sont assumés par le Comité de Défense des Juifs, organisation de Résistance ayant sauvé des milliers de Juifs en Belgique, qui devient, à la Libération, l'Aide aux Israélites Victimes de la Guerre (AIVG)²⁷. Or aucun Juif allemand ou autrichien ne fait alors partie de la direction du CDJ²⁸. Le sort de Juifs allemands, persécutés depuis 1933, douze ans durant donc, a des caractéristiques particulières dues à leur nationalité d'origine. Mais vu la situation catastrophique des Juifs survivants au lendemain de la Libération, il n'y a que trop de sujets de préoccupation : le destin des Juifs allemands n'est pas une priorité. Gompertz, caché pendant toute l'Occupation, peut à la Libération renouer des liens avec ceux qu'il connaissait, mais il a été sans doute coupé de toute information concernant le sort de l'ensemble des Juifs présents en Belgique durant ces années de clandestinité. Même s'il a pu s'intéresser à ses compatriotes juifs, dont la plupart se trouvaient dans une grande misère avant la guerre, Erich Gompertz vivait dans une autre sphère que les immigrés

²⁴ Voir N. Wouters, « La reconnaissance d'après-guerre », dans R. Van Doorslaer (dir.), *La Belgique docile. Les autorités belges et la persécution des Juifs en Belgique durant la Seconde Guerre Mondiale*, Bruxelles, 2007, pp. 1055-1110. F. Caestecker, « Holocaust survivors in Belgium, 1944-1949. Belgian Refugee Policy and the tragedy of the Endlösung », dans *Tel Aviver Jahrbuch für Deutsche Geschichte, Sonderdruck*, 1998, XXVII, pp. 353-381 ; V. Vanden Daelen, *Laten we hun lied verder zingen. De heropbouw van de joodse gemeenschap in Antwerpen na de Tweede Wereldoorlog (1944-1960)*, Amsterdam, 2008, pp. 60-64.

²⁵ MJB, Archives du COREF, boîte 1, traduction d'une lettre d'Erich Gompertz à l'Officer Commanding, bureau for Civil Affairs, 5 novembre 1944.

²⁶ *Ibid.*

²⁷ Sur l'histoire de l'AIVG, voir : C. Massange, *Bâtir le lendemain. L'Aide aux Israélites Victimes de la Guerre et le Service social juif de 1944 à nos jours*, Bruxelles, 2002.

²⁸ MJB, Archives du COREF, boîte 1, note du COREF signée par Gompertz, Witsenhausen et Phillipsborn, 8 juin 1945.

juifs venant entre autres de Pologne, dont beaucoup étaient de petits commerçants et artisans parlant le yiddish. Parmi la population belge en général, mais aussi parmi les Juifs survivants, une grande méfiance règne envers les Juifs allemands que certains continuent à voir avant tout comme "des boches". Dans ses premiers contacts avec le comité de l'AIVG, Gompertz a également l'impression que ses responsables estiment que la présence marquante de Juifs allemands parmi eux les déforçait dans leur dialogue nécessaire avec les autorités belges. L'AIVG intervient toutefois fréquemment, mais sans doute discrètement, en faveur des Juifs allemands et autrichiens²⁹.

Gompertz remarque aussi : « Nous ne possédons nous-mêmes aucun groupement officiel qui nous représente ». Il ajoute : « il me semble absolument nécessaire, ainsi qu'à tous les Juifs allemands d'avoir une représentation pour sauvegarder nos intérêts »³⁰. Et c'est ce qu'il fera. C'est à l'adresse privée d'Erich Gompertz, rue Van Ostade à Bruxelles, qu'est constitué en décembre 1944 le COREF, Comité israélite des Réfugiés Victimes des Lois raciales. L'association a pour but principal « la défense des intérêts spirituels, juridiques et matériels des ressortissants allemands et autrichiens, qui se sont réfugiés en Belgique à cause des persécutions des israélites ». Gompertz prend donc l'initiative de la création du COREF dont il deviendra président. Une note du COREF de juin 1945 résume bien la raison d'être de l'association : « La situation économique des juifs d'origine allemande en Belgique est catastrophique. La plupart de ceux qui n'ont pas été déportés ont vécu pendant l'Occupation cachés, de la vente de leurs biens sauvés. Ils souffrent beaucoup de deux faits : pour la population et souvent également pour les autorités, ils sont en premier lieu des allemands, ce qui veut dire des Nazis (!) [sic], en second lieu des juifs ce qui veut dire des étrangers indésirables, suite à une intense propagande antisémite. Ils ne sont considérés qu'exceptionnellement comme des réfugiés juifs qui ont besoin d'être aidés. »³¹

Les autres fondateurs du COREF sont Hans Schoemann, Alfred Witsenhausen, Alexander Philipsborn et Ernst Wertheim. Hans Schoemann, né à Cologne en 1906, était arrivé en 1933 en Belgique ; industriel, il est

²⁹ AGR, Police des Étrangers, Deuxième versement, 874.

³⁰ MJB, Archives du COREF, boîte 1, traduction d'une lettre d'Erich Gompertz à l'Officer Commanding, bureau for Civil Affairs, 5 novembre 1944.

³¹ MJB, Archives du COREF, boîte 1, note du COREF signée par Gompertz, Witsenhausen et Philipsborn, 8 juin 1945.

l'initiateur de la firme de vêtements Becopa³². Alfred Witsenhausen, commerçant, s'installe en Belgique en 1938, il avait alors 49 ans ; il était originaire de Francfort³³. Alexander Philipsborn est un avocat, né à Berlin en 1882. En 1938, quand Philipsborn veut s'établir en Belgique, René Sand, alors secrétaire général du ministère de l'Intérieur et de la Santé publique, intervient pour lui. Philipsborn est l'auteur de nombreuses publications sur le statut juridique des institutions d'assistance et jouit d'une renommée internationale dans le milieu des hôpitaux. Philipsborn deviendra belge en 1953³⁴. Ernst Wertheim est né en 1908 à Francfort et est représentant de commerce³⁵. Pour aucun d'eux l'établissement en Belgique ne fut chose facile. Aucun n'est belge en 1945. Pour créer ultérieurement l'association sans but lucratif légalement, ils feront donc appel notamment à René Sand, qui est aussi professeur à l'Université libre de Bruxelles. Le COREF ne s'occupera pas seulement de défendre les droits des Juifs allemands, autrichiens et apatrides, il accordera aussi une aide sociale, notamment à des personnes âgées, et interviendra dans de nombreux débats et négociations entre autres sur les réparations allemandes. C'est en fait Hans Schoemann qui restera pendant de longues années l'animateur du COREF³⁶.

Dès juillet 1945, Erich Gompertz tente d'obtenir la levée du séquestre sur ses biens. Il souligne qu'il n'est toujours pas allemand, mais bien apatride. Ce que la Sûreté acte dans une note de juillet 1945. Le principe est qu'il retrouve le statut qu'il avait avant l'occupation de la Belgique³⁷. Il sera donc apatride alors que sa belle-sœur, Charlotte, retrouve sa nationalité allemande. Toujours est-il que le séquestre ne peut être levé que pour les « personnes ex-ennemies dont l'attitude pendant l'Occupation aura été à l'abri de toute critique ». La Sûreté, suite à une lettre de l'Office des Séquestres, envoie la brigade d'information enquêter sur ce que Gompertz

³² J.-Ph. Schreiber (éd.), *Dictionnaire biographique des Juifs de Belgique. Figures du judaïsme belge XIX^e-XX^e siècles*, Bruxelles, 2002, pp. 310-311. OE, Police des Étrangers, dossier de Hans Schoemann, 091.330. Fondation de la Mémoire contemporaine, interview d'Alice Schoemann-Ascher, 1996-1997. J. Foitzik, *Zwischen den Fronten : zur Politik, Organisation und Funktion linker politischer Kleinorganisationen im Widerstand 1933 bis 1939/40*, Bonn, 1986, p. 320.

³³ OE, Police des Étrangers, dossier d'Alfred Witsenhausen, 291.765. J.-Ph. Schreiber (éd.), *op. cit.*, pp. 364-365.

³⁴ OE, Police des Étrangers, dossier d'Alexander Philipsborn, 942.083.

³⁵ OE, Police des Étrangers, dossier d'Ernst Wertheim, 186.351.

³⁶ Voir l'inventaire des archives du COREF (inédit) réalisé par Jitka Chmelikova.

³⁷ AGR, Police des Étrangers, Deuxième versement, 380.

a fait pendant l'Occupation. Le rapport atteste que Gompertz était « connu comme appartenant à la religion juive » et « craignait les Allemands ». Il s'est caché d'abord chez des voisins. « La Gestapo est venue voir après lui à différentes reprises, il aurait fui avec sa femme et sa fille pour une destination inconnue et la Gestapo serait venue enlever les meubles. Il n'a jamais manifesté des sentiments allemands, il était bien considéré dans le quartier » et rien de défavorable n'est relevé contre lui « quant à son attitude et son comportement au point de vue national. » Le fait d'être reconnu comme juif est donc loin d'être suffisant pour prouver que on n'était pas proche des occupants.

Charlotte Gompertz, qui a 62 ans en 1944, est arrivée à la veille de l'Occupation : après la Libération, elle retrouve le statut qu'elle avait juste avant mai 40, c'est-à-dire qu'elle est inscrite au registre des étrangers, et non au registre de la population, et doit demander des prolongations de son autorisation de séjour (ce qu'elle obtiendra). Et elle « devra quitter le pays dès que les circonstances le permettront ». À cause de son origine allemande, elle doit se présenter chaque semaine au commissariat de police de son quartier pour faire viser une feuille de contrôle. Elle a failli comme certains de ses compatriotes juifs être internée. Une enquête est aussi effectuée sur sa conduite pendant l'Occupation : elle se cachait et rien de suspect ne peut lui être reproché. Ses papiers porteront la mention « allemande non ennemie », l'octroi possible de cette mention ayant été décidé en avril 1945 à la suite d'interventions du COREF et de l'AIVG notamment³⁸. Ce n'est qu'après l'arrêté-loi du 13 janvier 1947, qu'elle pourra demander la mainlevée du séquestre de son patrimoine. Charlotte Gompertz pourra être inscrite au registre de population en 1950 et elle aura le statut de « réfugiée ONU »³⁹.

Erich Gompertz fera partie du conseil d'administration de l'Aide aux Israélites Victimes de la Guerre en 1945⁴⁰. Mais les relations entre le COREF et l'AIVG restent compliquées : il ne faut pas faire double emploi et il faut que les autorités belges compétentes aient une idée claire de leurs interlocuteurs et de leurs responsabilités respectives.

En décembre 1947, la famille Gompertz s'installe avenue Molière à Ixelles (Bruxelles). Ils sont toujours apatrides. En septembre 1949, Erich

³⁸ AGR, Police des Étrangers, Deuxième versement, 380 et 874.

³⁹ OE, Police des Étrangers, dossier de Charlotte Gompertz, 328.598.

⁴⁰ Archives du Service Social Juif, procès-verbaux des conseils d'administration de l'AIVG.

Gompertz entrevoit la possibilité de récupérer ses usines en Allemagne, alors en zone anglaise. Et Erich Gompertz quittera la Belgique en août 1951. À 74 ans, il retourne en Allemagne, à Hanovre, où il reprend possession de son usine⁴¹. Dans les années qui suivent, il revient séjourner en Belgique, ses affaires le conduisent au Bon Marché, à l'Innovation, aux Galeries Anspach...⁴².

Conclusion

En 1949, on estimait à 4.000 le nombre de survivants allemands et autrichiens établis en Belgique, dont moins d'un millier était arrivé en Belgique après le 1^{er} janvier 1939. Pratiquement tous refusèrent de retourner en Allemagne⁴³.

Erich Gompertz est donc présent en Belgique entre 1933 et le début des années cinquante. Son histoire montre les dangers et les difficultés constantes auxquelles les Juifs allemands ont dû faire face pendant cette période. Mais Erich Gompertz est un cas exceptionnel : d'autres connurent un sort beaucoup plus dramatique. Erich Gompertz ne fut pas déporté, il put sauver sa famille proche, il put vivre décemment. Grand industriel cultivé, habitué à assumer des responsabilités, son capital, aussi bien financier qu'en termes de relations, fut une arme de défense dont la grande majorité des Juifs, allemands ou d'autres nationalités, ne disposaient pas. Son itinéraire, ses réactions sont logiques au vu de sa situation sociale et économique aux débuts du nazisme et aussi de son âge. Chef de famille, il est aussi responsable des femmes de son entourage qui sans lui sont dépourvues de tout moyen d'action et de défense.

En l'absence d'interview, il est difficile de comprendre quelle fut sa façon de vivre son judaïsme, comment il concevait le fait d'être juif, comment il a répondu aux questions d'identité face aux persécutions. Cela aurait été d'autant plus intéressant qu'il ne paraît pas avoir renié le fait d'être également allemand et, semble-t-il, de croire à une Allemagne dé-

⁴¹ Selon une estimation, environ 9.000 Juifs allemands revinrent en Allemagne dans les années 50. O. Guez, *L'impossible retour. Une histoire des Juifs en Allemagne depuis 1945*, Paris, 2007, p. 78.

⁴² AGR, Police des Étrangers, dossier d'Erich Gompertz, 624.313.

⁴³ F. Caestecker, « Holocaust survivors in Belgium, 1944-1949. Belgian Refugee Policy and the tragedy of the Endlösung » dans *Tel Aviver Jahrbuch für Deutsche Geschichte, Sonderdruck*, 1998, XXVII, pp. 361.

mocratique et tolérante, puisqu'il est finalement retourné dans le pays où il avait construit tout le début de son existence.

Erich Gompertz © AGR

Charlotte Gompertz © OE

Inge Gompertz © OE

Else Gompertz © AGR